

Chronique littéraire

" Ils n'ont jamais rien fait pour leurs langues, mais ils sont contre la Francophonie "

VOILA le titre vendeur retenu par Raphaël Confiand pour répondre, dans un article de presse en ligne, le 22 janvier 2018, à tous les écrivains francophones invités par Emmanuel Macron pour mener des réflexions autour de la langue française et de la Francophonie, mais qui ont dit non merci. Principale cible de l'écrivain antillais, on vous le donne en mille : Alain Mabanckou, dont nous présentions la position claire et nette, ici même, la semaine dernière.

Dans son papier, Raphaël Confiand effectue un long détour explicatif pour dire, d'abord, que lorsqu'il s'est engagé en littérature, il a commencé par écrire en créole. Puis, il s'est mis à écrire en français. Au total, ajoute-t-il, il a « écrit six livres dans ma langue maternelle, le créole, avant – je dis bien : avant ! – d'en publier une trentaine dans ma deuxième langue maternelle, le français ». Une trentaine contre six ? Mais que n'a-t-il pas continué en créole ?

Puis, il signale qu'il n'a pas été le premier à le faire, citant trois exemples, avant de reconnaître les difficultés pratiques auxquelles sont confrontés ceux qui écrivent dans leurs langues sans avoir ni appui quelconque, ni éditeur, ni public : il a dû financer lui-même la publication de ses livres en créole. Ensuite, il rappelle d'où il parle et comment, logiquement, sont nées, après l'abolition de l'esclavage, les phases de l'assimilation, de la négritude, de l'antillanité, puis de la créolité, annonçant « une nouvelle demande » pour ce début de XXIe siècle.

De là, il entre dans le vif du sujet pour parler de ces « refuznik » de la Francophonie qui « s'insurgent contre ce qu'ils nomment « la francophonie institutionnelle » qui serait le bras non-armé du néocolonialisme français ». Puis, il pose tout de suite après une question, la question qui est cœur au de sa réaction : « Mais alors pourquoi aucun de ces grands auteurs n'a-t-il jamais, hormis Omar Blondin Diop, fait le moindre effort pour écrire en bamiléké, peuhl, wolof, éwé, bambara, etc. ? » Plus loin, après un nouveau détour auto-justificatif, il lance : « Pour en revenir à nos écrivains africains opposés à la « Francophonie institutionnelle », je leur dis, avec ma brutalité coutumière : en vous détournant de vos langues maternelles, en n'ayant jamais cherché à mettre votre talent à leurs services, en préférant parader dans les cénacles littéraires et les universités d'Europe et d'Amérique du Nord, vous êtes en fait des piliers de ce que vous prétendez dénoncer. Oui, vous êtes AUSSI la « Francophonie institutionnelle » !

Dans son élan, l'écrivain martiniquais demande si ces écrivains-là ne sont pas dérangés par le fait que l'Afrique soit le seul continent qui se serve de langues étrangères, de cultures étrangères, de systèmes juridiques étrangers, etc. ? « Partout ailleurs, ce qui est étranger vient en deuxième position. Car il ne s'agit évidemment pas de rejeter les apports étrangers mais de leur donner leur juste place. » Puis, il indique qu'il est fort dérangé lorsqu'il voit chrétiens et musulmans s'entretuer au Nigeria, alors qu'ils ont leur « magnifique religion yorouba ».

Pour finir, il précise : « Je ne cherche pas à faire la leçon à ces écrivains et intellectuels africains, mais à remettre un certain nombre de choses à leur place. Il est trop facile d'adopter des postures médiatiques et de se poser en grands pourfendeurs du néocolonialisme alors que dans sa pratique on en est l'un des piliers. Lorsqu'ils écriront aussi en wolof, bamiléké, bambara, kikongo et autres, je les prendrai au sérieux. Je dis bien AUSSI car il n'est pas question de refuser ou rejeter les langues européennes. Pour ma part, j'ai D'ABORD écrit dans ma première langue, le créole ; puis, j'ai AUSSI écrit dans ma deuxième langue, le français. Je n'ai donc absolument rien contre la Francophonie. Oui, je suis un écrivain francophone tout en étant d'abord un écrivain créolophone. » Fin de partie.

Question : à quand une réponse de Confiand, qui botte en touche ici, sur le fond du problème soulevé par Alain Mabanckou, à savoir le silence complice et coupable de la Francophonie institutionnelle sur les régimes dictatoriaux en place dans nombre de pays africains francophones ?

Suite au mouvement d'humeur à l'Université des sciences de la santé (USS)/ Trois questions au recteur...

...Jean-Bruno Boguikouma : "Les primes ont été payées, les cours reprennent lundi prochain"

Propos recueillis par Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

Une semaine durant, le portail donnant accès au sein de l'Université des sciences de la santé, à Owendo, est resté fermé. A la manœuvre, le personnel ATOS (Administratifs, techniques, ouvriers et de service) qui revendiquait le paiement d'arriérés des primes. Dans cet entretien, le premier responsable de cette université rassure que tout est désormais rentré dans l'ordre.

L'union. Monsieur le recteur, quelques jours après le conseil d'administration de l'USS, tenu le 9 janvier dernier, le portail de votre université a été fermé, suite à un mouvement d'humeur d'un pan du personnel. Pouviez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet ?

Jean-Bruno Boguikouma : "Effectivement, ce n'était pas une grève des étudiants ou des enseignants, mais un mouvement d'humeur des Administratifs, techniques, ouvriers et de service (ATOS) qui réclamaient le paiement de trois mois d'arriérés de leurs primes de rendement. En dépit des contractions budgétaires, nous avons pu remédier à cette situation grâce à de petits fonds générés par le laboratoire de bactériologie. Le portail est rouvert depuis hier. Les cours reprennent, eux, lundi prochain."

Pourquoi attendre toujours qu'il y ait d'abord mouvement d'humeur pour satisfaire les droits ou revendications des agents ?

- Cela n'a jamais été le cas à l'USS lorsque les contours le permettaient. Je tiens, toutefois, à préciser, ici, que les primes n'existent plus, du moment où le personnel ATOS a maintenant des salaires réguliers. Seuls les



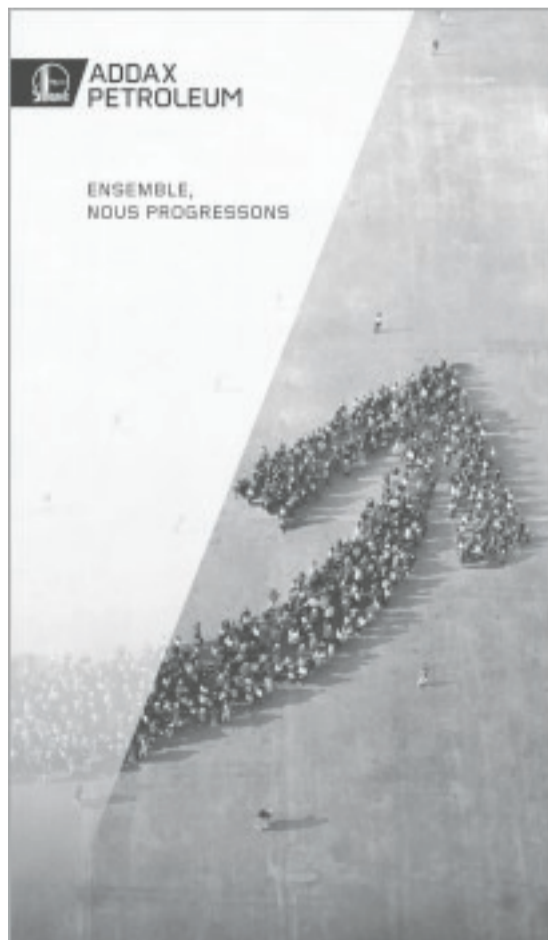
Le recteur de l'Université des sciences de la santé (USS) Jean-Bruno Boguikouma.

laboratoires auxquels ils appartiennent peuvent leur procurer des primes de rendement. Or, la plupart des laboratoires de l'USS ne marchent pas, faute de budget de fonctionnement.

Soit ! Mais à quoi servent alors les fonds récoltés, notamment ceux émanant entre autres des inscriptions ?

- Les fonds récoltés lors des inscriptions des étudiants ne servent pas à

payer les primes, mais à contribuer, uniquement, à l'amélioration des conditions de vie des apprenants et au bon fonctionnement académique de l'université. Reviendront-ils encore à la charge une autre fois ? Telle est la préoccupation. Qui a dit qu'il faut toujours recourir à la violence pour exiger quelque chose ? On doit cesser avec ces habitudes qui contribuent à saper l'avenir de nos enfants et de notre système éducatif".



ADDAX PETROLEUM OIL & GAS GABON

ADDAX PETROLEUM OIL & GAS GABON, located in Port-Gentil, is currently looking for 1 candidate for the below position :

Senior Contract Analyst
Under Supply Chain Manager, the Senior Contract Analyst will be in charge of :

- Job summary**
- Developing Category Strategies for assigned portfolio, in conjunction with the user departments.
 - Acting as primary focal point for all Tendering, Contracting, Variations, sub-contracts and Claims matters in relation to assigned portfolio
 - Coordinating the pre and post contract management and administration.
 - Supporting the implementation of contracting procedures/policies
 - Contributing to improve HSSE culture in both APOGG and vendors' community
 - Providing periodic reports to Contract Sponsors covering progress, commercial and legal activities together with progress on issues and areas of concern.
 - Ensuring compliance with SCM procedures and maximize savings
 - Facilitating monthly/quarterly service quality review meeting and conduct performance review and monitoring
 - Providing support in managing relationship with DGH for all contracts activities with assigned portfolio.

- Experience & qualification**
- Fluency in English and French mandatory
 - Minimum of 10 years' working experience in Oil & Gas Industry, with a minimum of 7 years' experience in Contracting and Procurement
 - Master Degree in Engineering, Finance, Law or MCIPS
 - International experience and CIPS Certification will be an advantage
- Forward CVs to : recrutement@addaxpetroleum.com indicating the job title in the mail object.